

## Arrêt

**n° 111 392 du 7 octobre 2013  
dans les affaires X / I**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre :  
l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et  
d'asile.**

### **LE PRESIDENT F.F DE LA le CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 3 octobre 2013 par X par fax, qui déclare être de nationalité Afghane, tendant à la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement (annexe 13 septies) pris le 3 octobre 2013 et lui notifié le jour même .

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'arrêt n°111 349 du 4 octobre 2013.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

Deux erreurs matérielles se sont glissées dans l'arrêt précité quant à l'indication, au point 4.2, de l'année durant laquelle l'ordre de quitter le territoire précédent a été pris ainsi que quant à l'article premier du dispositif en ce qu'il vise à suspendre l'acte attaqué dont la date mentionnée est erronée.

Il convient de les rectifier d'office de la manière indiquée au dispositif.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1er.**

L'indication au point 4. 2 doit être lue comme suit : « 2012 ».

**Article 2**

Le dispositif de l'article 1<sup>er</sup> de la décision n° 111 349 du 4 octobre 2013 doit être lue comme suit :  
«La suspension en extrême urgence de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement prise le 3 octobre 2013 est ordonnée. »

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le sept octobre deux mille treize par :

M. S. PARENT,

Président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme A.P. PALERMO,

Greffier.

Le greffier,

Le président,

A.P. PALERMO

S. PARENT